

tions philosophiquement aux luttes violentes d'un drame d'une démocratie en discorde," et le résultat a été que nous avons perdu le traité de réciprocité de 1854, et plaise à Dieu que notre conduite actuelle semblable ne nous coûte pas un autre traité.

Mais après tout ce qui s'est passé, le discours du trône aurait dû mentionner non-seulement que le gouvernement est sur le point d'envoyer des commissaires à Washington, mais faire même connaître les bases sur lesquels ils devaient opérer avec nos voisins. Sera-ce la réciprocité absolue, sera-ce la réciprocité limitée, ou une réciprocité quelconque ; ou bien les négociations se borneront-elles seulement à la question des pêcheries, soit dans la mer de Behring, soit dans l'Atlantique ? Nous n'en savons rien, et parlant franchement, je ne crois pas que les honorables ministres aient une idée arrêtée sur la question. Ils peuvent s'entendre entre eux sur le point de conserver leurs portefeuilles, mais lorsqu'il s'agit de délibérer sur cette question, la plus grande confusion règne dans leurs conseils. La confusion des langues y règnera, parce que nous avons entendu les membres de l'administration parler un langage tout à fait différent sur cette question. Nous avons attendu parler le secrétaire d'Etat, à une élection sur la réciprocité absolue de manière à provoquer les applaudissements et la joie de tout patriote canadien. Nous avons entendu le ministre des finances, sur le parquet de la chambre, déclarer que la seule politique du gouvernement était la politique nationale, et, en ce qui concerne le premier ministre, parfois il avance, parfois il bat en retraite, puis il avance encore pour retrahir bientôt. Nous savons, par exemple, que durant l'été dernier, il a offert la réciprocité sur le charbon, mais sur les remontrances du ministre de la marine et des pêcheries, il lui fallut retirer son offre ; et si des membres de l'administration ne peuvent s'entendre même sur une offre de réciprocité sur le charbon, il n'est pas étonnant qu'ils ne puissent s'entendre sur un programme destiné à leurs commissaires. Mais quelle que soit la politique du gouvernement sur cette question, j'affirme que la population du Canada, aujourd'hui, demande un changement, et il doit y avoir un changement.

En 1878, l'honorable ministre (sir John-A. Macdonald), a dénoncé le gouvernement de mon honorable ami qui siège à ma gauche, de la manière la plus énergique, parce que, à cette époque, il y avait 500,000 Canadiens aux Etats-Unis. Il déclara que c'était une honte, une honte extrême, de voir que, avec notre bon climat, des lois équitables et un sol fertile, le gouvernement ne pouvait retenir nos populations au pays. Je crois que l'honorable ministre, en cette circonstance, n'a pas prononcé des paroles purement vides de sens, oiseuses et sans portée. Je prétends qu'il a parlé du fond du cœur, et s'il n'a pas parlé par pur artifice intellectuel, je lui demanderai de repasser le dossier de ses travaux depuis dix ans, et de juger s'ils ont produit ou non de bons fruits. Le mal dont il se plaignait alors a augmenté au décuple. M. l'Orateur, nous éprouvons le besoin d'un changement, et ce changement devra s'opérer dans le sens d'une plus grande liberté de commerce. Ceci est admis de toutes parts, par tous les partis, même par les Tories les plus fermes, les fédéralistes impériaux. Pendant qu'ils font l'erreur de baser leur politique commerciale sur l'uniformité d'allégeance et un simple sentiment, nous, le parti libéral, maintenons que la politique de ce pays doit

M. LAURIER.

être basée non sur le sentiment, mais sur des principes d'affaires, et fraîchement sortis de l'urne électorale comme nous le sommes, je dis que la seule politique qui puisse bénéficier au peuple, est la réciprocité absolue et la liberté continentale de commerce.

Dans un article publié, il y a quelques jours, dans le *North American Review*, sir Charles Tupper dit que l'illusion, comme il l'appelle, de la réciprocité absolue est à jamais morte et enterrée. Morte et enterrée ! En cette matière, je suis une autorité aussi compétente que sir Charles Tupper, et je dis qu'elle est plus vivante que jamais. Je suis prêt à aller bien au delà. Je suis prêt à dire que, lorsque sir Charles Tupper se rendit à Washington, il y a quelques jours, accompagné du ministre de la justice et du ministre des finances, il était préparé à offrir au gouvernement américain la réciprocité absolue.

M. l'Orateur, je vais frapper droit au cœur des hommes loyaux et sincères, qu'on a accoutumés à croire que le parti libéral désire livrer le Canada aux Américains, en faisant prévaloir la politique de réciprocité absolue ; mais ils doivent se préparer à recevoir un coup plus rude encore, parce que cette abomination de la désolation a pénétré jusqu'au cœur du saint des saints. L'honorable ministre (sir John-A. Macdonald) a secoué la tête, il y a un instant, lorsque j'ai dit que sir Charles Tupper était préparé à offrir la réciprocité absolue. L'honorable ministre ne lit-il pas la *Gazette* de Montréal ? Je la lis tous les jours. Le 10 avril, la *Gazette* publiait un article, en réponse au *Globe*, qui avait rapporté que la visite à Washington avait été une affaire manquée. La *Gazette*, l'organe de l'honorable premier ministre, a dit ce qui suit :

Le *Globe* de Toronto parle de l'insuccès de Washington, comme si les délégués canadiens devaient en être tenus responsables, sans qu'il soit expliqué pourquoi, et demande : Comment les ministres canadiens pouvaient-ils espérer négocier un traité de réciprocité avec l'administration de Washington ? Mais si c'est une affaire manquée, elle est manquée pour M. Blaine. Il n'y avait aucune négociation d'entamée ; la question n'en était pas encore rendue à cette phase. De fait, M. Blaine a objecté carrément à la nomination d'une commission formelle avant qu'il eut été informé sur quelle base les Canadiens se proposaient de traiter, et c'est pour assurer le Secrétaire d'Etat Américain que le gouvernement canadien est disposé à discuter la question sur la plus grande échelle, et même sur la base de la réciprocité absolue, que sir Charles Tupper est retourné à Washington avec sir John Thompson et l'honorable M. Foster.

Les purs seraient-ils tombés en disgrâce ? La trahison rampe ici, et qui dénoncera les traîtres, lorsque le ministre de la justice lui-même est soit un traître, soit un complice à la trahison ? La réciprocité morte et enterrée ! Il n'y a que trois ans que nous avons commencé cette agitation, et déjà nous avons triomphé dans deux des principales provinces du Canada. Déjà, nous avons l'assurance qu'un grand nombre de politiques américains sont disposés à traiter avec nous sur cette base. Nous avons l'opinion de M. Blaine, nous avons l'opinion du sénateur Sherman, nous avons l'opinion de M. Hitt, et nous avons l'approbation des bureaux de commerce de la ville de New-York, de la ville de Boston, de la ville de Chicago et de quelques autres bureaux des villes du nord des Etats-Unis. La réciprocité morte et enterrée ! Mais, M. l'Orateur, le gouvernement n'a jamais produit, contre nous, un seul argument pour combattre la réciprocité. Le très-honorable ministre lui-même n'a jamais osé engager la lutte sur ce terrain. Dans le manifeste